

Europe

ÉLECTIONS FÉDÉRALES ALLEMANDES DE SEPTEMBRE 2021: LE COMPTE À REBOURS EST LANCÉ !

Ernst Stetter

20/08/2020

Les prochaines élections fédérales allemandes ne se tiendront qu'en septembre 2021, mais la campagne est d'ores et déjà lancée depuis que le SPD a désigné son candidat, Olaf Scholz. C'est désormais sur ses épaules que reposent les espoirs du parti social-démocrate d'entrer de nouveau à la chancellerie, après les quatre mandats d'Angela Merkel. Conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, Ernst Stetter analyse ici les enjeux pour la gauche allemande de cette campagne qui s'ouvre.

C'est en pleines vacances d'été, le 10 août 2020, que les sociaux-démocrates allemands ont lancé leur compte à rebours pour la succession d'Angela Merkel : ils ont désigné Olaf Scholz comme le candidat officiel du SPD à la chancellerie. Candidat malheureux à la présidence du parti à la fin 2019, il semblait alors hors course pour pouvoir prétendre représenter le SPD aux élections fédérales de 2021. Mais l'actualité politique s'est accélérée depuis le début de la crise du coronavirus et, particulièrement au cours des dernières semaines, tout semblait finalement plaider pour une candidature de l'actuel vice-chancelier et ministre des Finances.

Âgé de 62 ans, Olaf Scholz dispose en effet d'un atout majeur en ces temps de crise : il est l'un des rares leaders actuels du SPD à disposer d'une expérience politique longue et approfondie. Cadre dirigeant du Parti depuis 1998, sénateur à l'Intérieur du gouvernement de Hambourg en 2001, secrétaire général du SPD de Gerhard Schröder en 2002, ministre du Travail dans le premier cabinet Merkel en 2004, maire brillamment élu de Hambourg entre 2011 et 2018, ministre des Finances du quatrième cabinet d'Angela Merkel : parmi les possibles prétendants, peu de responsables politiques pouvaient se prévaloir d'un tel CV.

Au vu de la popularité actuelle d'Angela Merkel, le choix du SPD de désigner dès maintenant le candidat à la succession de l'inauvouable chancelière peut sembler audacieux. Autrefois si fiers d'eux et de leur histoire, les sociaux-démocrates stagnent actuellement dans les sondages entre 14

et 18% des intentions de vote. Alors qu'il attirait régulièrement plus de la moitié des suffrages, le grand parti de la gauche allemande est aujourd'hui largement distancé par l'Union chrétienne et se retrouve même, depuis quelques temps, dépassé par les Verts.

Dans le contexte actuel, prétendre l'emporter en 2021 peut donc sembler absurde. Mais en réalité, les chances que Olaf Scholz devienne le prochain chancelier fédéral sont loin d'être inexistantes. Du moins, elles ne sont pas significativement inférieures à celles des trois ou quatre hommes qui espèrent succéder à Angela Merkel au sein de la CDU. Olaf Scholz dispose en effet d'un avantage inédit dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne : il n'a pas besoin d'une victoire électorale écrasante pour remporter une majorité.

Selon **les derniers sondages**, le SPD, les Verts et Die Linke obtiendraient à eux trois 42% des suffrages. Il ne manquerait donc que 8 points pour qu'une majorité « progressiste » puisse se constituer. Pour parvenir à ce seuil, il suffirait que le ministre des Finances parvienne à porter son parti à 26%, voire à 20% dans le cas où ses potentiels partenaires de coalition venaient à également progresser de quelques points chacun. Dans la perspective d'une campagne et d'un programme plus centristes, une coalition « Ampel » (« feu de signalisation ») rassemblant le SPD, les Verts et les Libéraux pourrait également permettre au candidat social-démocrate de remplacer Angela Merkel à la chancellerie : il suffirait pour cela que chaque parti parvienne à progresser de seulement quelques points.

Contrairement aux élections générales précédentes, il est donc évident que le SPD peut espérer pouvoir former en 2021 une majorité gouvernementale en dehors de sa grande coalition CDU-SPD, voire envisager d'occuper le poste de chancelier.

Cet espoir est également renforcé par la situation actuelle de la CDU/CSU, qui n'a pas encore pu présenter une candidature forte pour assurer la succession d'Angela Merkel. La droite allemande paye ainsi les conséquences de la stratégie suivie par la chancelière depuis presque deux décennies et qu'on pourrait résumer d'une formule simple : « personne d'autre que moi-même ».

Bien que souhaitée par Angela Merkel elle-même, la tentative de positionner Annegret Kramp-Karrenbauer comme son héritière politique a échoué. Les **trois hommes actuellement** en lice – le ministre-président de la Rhénane de Nord-Westphalie, Armin Laschet, l'homme d'affaires et ancien président du groupe parlementaire de la CDU/CSU au Bundestag, Friedrich Merz, et Norbert Röttgen – ne parviennent pour l'instant pas à convaincre, et ils pâtissent de surcroît de leur manque d'expérience fédérale. De ce trio de prétendants, seul Norbert Röttgen dispose d'une courte expérience comme ministre de l'Environnement fédéral, mais il n'est en réalité qu'un *outsider* dans

la course à la nomination et ses chances semblent encore minces à ce stade.

Alors qu'il n'est pas encore officiellement en lice, il faut ajouter à cette liste un quatrième candidat en la personne de Markus Söder, le ministre-président de la Bavière. S'il dispose de sondages positifs depuis le début de la crise du coronavirus, il pâtit cependant également d'un double handicap : outre son absence d'expérience fédérale, ses origines bavaroises pourraient lui compliquer la tâche au moment d'aller chercher des suffrages en dehors du sud de l'Allemagne. Cela constituait notamment une des raisons majeures de la défaite de la candidature de Franz-Josef Strauss contre le chancelier Helmut Schmidt en 1980, et de celle d'Edmund Stoiber en 2002 contre Gerhard Schröder.

De leur côté, le Verts se demandaient en début d'année si la fin de l'ère Merkel et leur montée dans les sondages à la faveur de la vague « Fridays for Future » pourraient permettre à leur co-président Robert Habeck de devenir vice-chancelier, voire chancelier. Mais la crise du coronavirus semble avoir mis un terme à leur ascension : absents du gouvernement fédéral et donc moins présents dans les médias que la chancelière ou les ministres-présidents des Länder, les Verts allemands ne peuvent revendiquer aucun crédit de l'excellente gestion du coronavirus en Allemagne. Le SPD conserve donc l'espoir de repasser devant les Verts d'ici aux élections de septembre 2021, même si l'identité du candidat que ces derniers se choisiront pourrait changer la donne : si leur co-présidente Annalena Baerbock venait à se lancer dans la course, elle serait alors la seule femme à concourir pour la chancellerie et pourrait bénéficier d'un avantage au sein des électeurs de gauche.

Il faut par ailleurs souligner que les Verts et les conservateurs de la CDU/CSU ont été surpris par la nomination hâtive d'Olaf Scholz. Le candidat social-démocrate pourrait être tenté de former une coalition rassemblant le SPD, les Verts et les Libéraux du FDP, soit une alliance rouge-verte-jaune en lieu et place d'une plus attendue coalition rouge-rouge-verte. Même si les Libéraux n'ont pas la garantie de franchir la barre des 5% et d'être représentés au Bundestag, et qu'il s'agit donc pour l'instant d'une pure spéculation, Olaf Scholz préférerait en effet certainement travailler avec un FDP social-libéral plutôt qu'avec les élus d'extrême gauche de Die Linke.

À l'inverse, les dirigeants actuels du SPD préféreraient former un bloc politique résolument de gauche. Aussi bien Norbert Walter-Borjans et Saskia Esken, les deux coprésidents du parti, que le très influent vice-président et leader des jeunes socialistes Kevin Kühnert ont exprimé le souhait de fonder une coalition rouge-rouge-verte. Mais il faut souligner qu'une telle alliance ne serait possible que si le FDP venait à sortir du Bundestag et si Die Linke acceptait de s'ouvrir vers le centre, essentiellement sur les sujets liés à l'Union européenne et à l'OTAN. La question d'une telle

participation gouvernementale n'est pas encore tranchée au sein de Die Linke, où le problème de la succession d'Oscar Lafontaine et de sa femme Sarah Wagenknecht comme dirigeants influents du parti n'est pas encore réglé. Un des dirigeants du parti, **Dietmar Bartsch**, a toutefois reconnu que la désignation d'Olaf Scholz était une bonne décision politique et stratégique en même temps qu'une opportunité pour Die Linke. À ses yeux, elle permettrait de former une coalition de centre-gauche qui, contrairement à une alliance formée uniquement des partis de gauche, aurait réellement la possibilité de mettre un terme au cycle des chanceliers conservateurs. Il est suivi dans cette voie par Katja Kipping, la co-présidente du parti qui, sous réserve de pourparlers préalables, s'est déclarée ouverte à l'idée d'une coalition avec les Verts et le SPD. Il faut cependant souligner que ni l'un ni l'autre ne dispose du soutien de la majorité des militants de Die Linke, dont une grande partie préfère demeurer dans l'opposition.

Au-delà des nombreux défis qui attendent Olaf Scholz pour s'entendre avec ses futurs partenaires, la principale difficulté que celui-ci doit à présent affronter se situe au sein de son propre parti, actuellement dirigé par ceux qui l'avaient fait battre avec le slogan « NOlaf! » et où de nombreux cadres et militants ne le considèrent pas comme leur candidat naturel. Néanmoins, un dicton circule au sein des cercles politiques allemands pour évoquer ce retour en force inattendu de Scholz : « **Certains ont l'horloge, d'autres le temps** ». On entend par là que, même si certains au sein du SPD tentaient de nouveau de freiner sa candidature, les circonstances finiraient malgré tout par profiter à Olaf Scholz. Le parti a pris soin d'annoncer sa candidature en l'encadrant de ses deux coprésidents. Hier adversaires résolus, ceux-ci n'ont désormais plus que des éloges à lui adresser. Norbert Walter-Borjans assure que Scholz a le soutien de la population et du parti, tandis que Saskia Esken, qui refusait de présenter Scholz comme un social-démocrate convaincu, affirme désormais qu'elle voit en lui un partenaire à même de se battre pour une politique sociale-démocrate. Comme il l'a toujours fait au cours de sa longue carrière, Olaf Scholz a pris son temps. Le retournement de ses adversaires d'hier le couvrant aujourd'hui de compliments illustre la victoire de cette stratégie.

La victoire de l'un signe la défaite de l'autre. Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans avaient promis pendant leur campagne pour la présidence du SPD qu'ils relanceraient le parti une fois qu'ils auraient eu leur mot à dire sur sa ligne. Ils évoquaient le retour d'un SPD à 30%. Mais force est aujourd'hui de constater que le SPD stagne toujours entre 14 et 17% dans les intentions de vote. On pourrait considérer que leur décision de soutenir la candidature d'Olaf Scholz signe la capitulation du duo Esken/Walter-Borjans, qui ne souhaitait d'ailleurs pas que leur parti encore trop faible se choisisse un candidat dès à présent. Mais, en réalité, personne d'autre que Olaf Scholz ne souhaitait assumer ce poste. Le Premier ministre de Basse-Saxe, Stephan Weil, a fait savoir qu'il préférerait rester à Hanovre. Manuela Schwesig, chef du gouvernement de Mecklembourg-Poméranie

occidentale, se remet d'un cancer et ne veut plus jouer de rôle au niveau fédéral. Franziska Giffey, la populaire ministre fédérale des Affaires familiales, ambitionne plutôt de diriger la ville de Berlin. Le ministre fédéral du Travail, Hubertus Heil, avait déjà renoncé depuis longtemps à concourir. Le chef du groupe parlementaire Rolf Mützenich était certes en discussion pour le poste mais, comme l'a dit un camarade du SPD, uniquement pour maintenir « l'illusion d'une sélection ».

Pour préserver la moindre possibilité de gouverner, Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans ont donc été obligés de choisir Olaf Scholz. Il faut saluer leur pragmatisme : malgré leurs désaccords politiques, ils lancent dans la course l'homme qui, de par sa notoriété et sa popularité, est le plus susceptible de ramener le SPD à la chancellerie. Même s'il faudra suivre la question mois après mois, il n'est donc pour l'instant plus question de luttes fratricides au sein du camp social-démocrate.

Le compte à rebours avant les élections fédérales de 2021 a donc débuté, mais la vraie campagne ne débutera qu'au lendemain des deux élections régionales qui se tiendront au début de l'année prochaine. Ce n'est en effet qu'après les élections en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat que les conservateurs et les Verts entendent désigner leurs candidats à la chancellerie. Le Bade-Wurtemberg est aujourd'hui gouverné en coalition avec la CDU par le très populaire écologiste Winfried Kretschmann, tandis que la Rhénanie-Palatinat est dirigée par Malu Dreyer, une élue du SPD alliée avec succès avec les Libéraux et les Verts. Si les deux dirigeants venaient à être réélus, il est probable qu'une coalition entre les SPD et les Verts pour les élections fédérales de 2021 finisse par s'imposer comme la stratégie la plus rationnelle. On pourrait même alors imaginer que le candidat du SPD aurait le luxe de pouvoir choisir entre les Libéraux et l'extrême gauche pour décider de l'identité d'un troisième partenaire de coalition.

La candidature de Olaf Scholz n'engendrera probablement pas de fortes émotions et ne suscitera pas nécessairement l'enthousiasme des électeurs allemands. Son sens de l'humour n'est parfois compris que de lui seul, et sa tendance à tout savoir sur tout peut parfois passer pour de l'arrogance. Mais c'est justement sa sobriété, son objectivité et son expérience fédérale qui font sa force et constituent son capital politique en comparaison avec tous les autres candidats potentiels de la CDU et des Verts.

Si le SPD semble avoir tiré les leçons de ses derniers échecs électoraux, il doit maintenant se mobiliser derrière son candidat pour une campagne qui durera plus d'un an. Le défi est important, car au cours des dernières années le SPD n'a jamais manqué une occasion de transformer une campagne électorale en une période de crise interne. On peut citer l'exemple de Martin Schulz, auteur d'une campagne désastreuse en 2017 alors qu'il avait initialement une réelle chance de

battre Angela Merkel, ou encore de Peer Steinbrück en 2013, obligé par le SPD à défendre un programme qui n'était pas le sien et en lequel lui-même ne croyait pas.

Ce danger n'a pas disparu. Le fait que Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans aient déjà publiquement plaidé pour une alliance limitée aux partis de gauche peut ainsi apparaître comme une tentative de lui forcer la main en faisant savoir que cela serait la seule option que les dirigeants du SPD pourraient accepter. Olaf Scholz devra donc réussir à imposer ses vues pour construire un programme gouvernemental de centre-gauche équilibré et susceptible de convaincre d'abord les militants de son parti pour faire taire les dissensions, puis les électeurs de gauche pour dépasser les Verts, et enfin les centristes pour battre la CDU/CSU qui, privée de son poids lourd Angela Merkel, apparaît particulièrement vulnérable.

Pour séduire cet électorat centriste, la clé du succès pour Olaf Scholz sera de lui faire comprendre que l'ère Merkel est terminée, mais qu'une partie de sa politique devra néanmoins être poursuivie pour garantir la stabilité et la croissance. En ces temps d'incertitudes sanitaires et de bouleversements économiques, il devra réussir à faire jouer sa solide expérience de gestion de crise acquise au sein des gouvernements dans lesquels il servait au moment de l'effondrement financier de 2008 et de l'épidémie de coronavirus en 2020.

Olaf Scholz et le SPD doivent encore trouver la bonne formule pour parvenir à convaincre les électeurs de choisir ce renouveau dans la continuité. Pour se faire, Scholz devra s'affirmer et le parti devra s'adapter. En choisissant son candidat aussi tôt dans la campagne, le SPD s'est au moins offert le luxe d'en avoir le temps.